

**Union européenne - Syrie - Lutte  
contre le terrorisme - Brexit -  
migrations - élections européennes -  
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,  
ministre chargée des affaires  
européennes avec "CNEWS" -  
extraits  
(Paris, 20 décembre 2018)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

Q - Donald Trump décide seul et contre l'avis, semble-t-il, des généraux américains et même des Républicains, de retirer les soldats américains de Syrie, il y a 2 000 hommes. "Nous avons gagné", a-t-il dit. Vous en pensez quoi ?

R - Je pense que l'on a eu une attaque terroriste à Strasbourg il y a quelques jours, je pense encore aux victimes et à leurs proches. La lutte contre le terrorisme n'est pas terminée, elle a fait de grands progrès, c'est vrai que l'on a beaucoup avancé en Syrie dans la coalition, mais ce combat continue et nous continuerons à le mener. Et je crois que cela nous fait réfléchir encore davantage à la nécessité d'avoir une autonomie de décision, une autonomie stratégique en Europe. Quand nous sommes directement menacés, nous devons décider, nous devons pouvoir agir en autonomie.

Q - Donc c'est une décision prématurée et cela montre que l'on ne peut pas trop compter sur les Américains ?

R - Cela montre que l'on peut avoir des priorités différentes et qu'en tout cas il faut toujours commencer par compter sur soi-même.

Q - Mais pour l'instant, les derniers soldats français qui sont en Syrie restent en Syrie ?

R - Pour le moment bien sûr, nous restons engagés militairement dans le cadre de la coalition, parce que la question de la lutte contre l'Etat islamique reste une question essentielle.

Q - Et donc il ne fallait peut-être pas partir aussi vite que veut le faire Donald Trump ?

R - Chacun ses priorités, l'essentiel c'est d'avoir les siennes et d'avoir les moyens de les réaliser.

.../...

Q - Alors, la première conséquence, en tout cas l'une des conséquences des Gilets jaunes, c'est que la France ne tiendra pas ses engagements européens, puisque le déficit va passer au-delà des 3 %, la France qui devient donc le mauvais élève de l'Europe.

R - Alors d'abord je vais vous rappeler une chose, c'est que pendant dix ans la France n'a pas tenu ses engagements...

Q - Oui mais là, elle s'était engagée.

R - ...alors qu'il n'y avait rien exceptionnel. Et l'année dernière, cette année, nous avons tenu, nous avons été en dessous de 3 %. Est-ce que les engagements européens, cela veut dire que, quand il y a un mouvement social, on ne l'écoute pas ? Si l'Europe c'était ça, je ne serais pas pro-européenne, je ne serai pas ministre des Affaires européennes. Il y a une urgence sociale, il faut la traiter, on sait aussi qu'on passe au-dessus de 3 % de manière exceptionnelle, parce que...

Q - On sera les seuls, la France sera le seul pays.

R - Oui, mais on a le basculement du CICE, on a l'allègement de charges, c'est 2019, c'est une fois, sur une année, et derrière, nous allons revenir en dessous de 3%. Pourquoi ? Pas parce que c'est un mantra bruxellois. D'abord, ces 3 %, c'est nous qui les avons décidés, ensemble, avec nos partenaires européens, et c'est pour ne pas aggraver la dette, pour ne pas reporter sur nos enfants des choix que nous n'aurions pas réussi à faire nous-mêmes.

Q - Eh bien oui, mais c'est pour cela que repasser au-dessus, c'est ennuyeux, les pays européens le comprennent, l'acceptent.

R - Les pays européens le comprennent parfaitement, Emmanuel Macron était à Bruxelles la semaine dernière, j'étais avec lui, tout le monde sait que l'Europe ce n'est pas quelque chose qui tourne le dos aux urgences sociales, sans quoi il y aurait un divorce entre l'Europe et les peuples. Il y a une urgence, il faut la traiter, elle est traitée, et on reviendra en-dessous de la barre des 3% en 2020.

Q - Alors l'Europe, et l'ensemble du monde d'ailleurs, a vu ces images de guérilla, de voitures brûlées, de magasins pillés, est-ce que l'image de la France n'est pas durablement abîmée ?

R - Ecoutez, cela n'est pas bon. Ce n'est pas bon, on voit les chiffres de l'hôtellerie et du

tourisme qui descendent largement au mois de décembre, on voit les commerces qui ont souffert, ce sont des emplois français qui sont menacés quand il y a ce type de violences, et il faut l'avoir à l'esprit, et il faut agir en responsabilité, c'est la raison pour laquelle il faut que ce mouvement cesse. Pour autant, en termes de mécontentement social, il y en a ailleurs. La crise de la représentation et les attentes sociales, cela n'est pas réservé à la France.

Q - La France n'est pas la risée du monde, là, la risée de l'Europe ?

R - Il y a une grande incompréhension sur les violences et sur la manière dont certains, parmi les Gilets jaunes, et je ne généralise pas, mais dont certains ont cherché à l'évidence un agenda de chaos plutôt que de porter des revendications sociales. C'est pour cela qu'il faut de la fermeté contre les casseurs, contre ceux qui ont une idée derrière la tête, et qui n'est pas acceptable.

Q - Alors, Emmanuel Macron se posait en leader de l'Europe, il avait fait des grands discours, on se souvient à la Sorbonne, à Athènes. Est-ce qu'il n'a pas perdu aujourd'hui toute crédibilité en Europe ?

R - Alors d'abord, vous parlez de la Sorbonne, c'était il y a un an, il avait proposé une quarantaine de mesures, dont la mise en oeuvre devait arriver quelque part vers 2024, on se donnait le temps, une commission complète et un Parlement européen complet. Aujourd'hui un an après il y en a 22 qui sont en train d'être mises en oeuvre, c'est énorme, cela veut dire qu'il y avait une attente et que la manière dont il exprime un leadership et des propositions en Europe est écoutée. Simplement...

Q - Oui, mais aujourd'hui il est à la tête d'un pays qui se révolte, où il est brocardé. Cela pose un problème quand même j'imagine au sein de l'Europe.

R - Il a une majorité forte, il a pris des mesures fortes qui font qu'aujourd'hui tout le monde reconnaît que ces mesures sont à la hauteur du défi à relever. Ailleurs en Europe vous avez des gouvernements, des coalitions faibles, vous avez des gouvernements minoritaires, et puis surtout Emmanuel Macron a des convictions, et il sait les faire partager. On ne fait pas l'Europe tout seul, l'Europe ce n'est pas la France en plus grand.

Q - Mais il a perdu de sa superbe vis-à-vis de des autres chefs d'Etat et de gouvernement.

R - La semaine dernière, à Bruxelles, on a acté un budget de la zone euro, on sait que c'était un engagement d'Emmanuel Macron et il a entraîné les autres Européens, vendredi dernier, à sa suite. On a acté une lutte plus efficace contre le terrorisme, en retirant les contenus qui appellent au terrorisme sur Internet, de manière immédiate et automatique. Tout cela, ce sont des victoires françaises, mais pas seulement, car il a fallu convaincre les autres. On vient par exemple de changer le régime social des transporteurs routiers, pour faire en sorte que notre secteur du transport ne se heurte pas à une concurrence déloyale. Cela aussi s'est passé la semaine dernière. Je ne vous dirai pas que c'est facile d'expliquer à nos homologues qu'il y a des gens qui brûlent, qu'il y a des gens qui cassent, et bien sûr que ces gens-là portent atteinte,

pas seulement l'image de la France, pas forcément à celle d'Emmanuel Macron, mais en tout cas ils portent atteinte à des emplois en France et c'est surtout cela qui me préoccupe.

Q - Alors, à 100 jours du Brexit, Theresa May n'a toujours pas d'accord dans sa majorité pour un divorce, si je puis dire, négocié, conclu avec l'Europe. Elle demande des garanties supplémentaires, on parle de référendum, qu'est-ce qu'il faut faire pour trouver une solution ?

R - D'abord, il y a un accord qui a été négocié, qui a été accepté par le gouvernement britannique, et du côté européen il a été négocié par Michel Barnier, qui a fait un formidable travail.

Q - Oui mais ça ne suffit pas, à première vue, ça ne marche pas.

R - Alors après...

Q - ... on lui donne de nouvelles garanties, comme elle le réclame ?

R - La balle est dans le camp de Theresa May, c'est elle le Premier ministre britannique.

Q - C'est-à-dire que l'Europe ne bougera plus maintenant ?

R - Ecoutez, on a fait énormément, on a fait des concessions pour que cet accord soit conclu, il a été d'ailleurs conclu en partie sur la base des propositions de Theresa May. Maintenant c'est à elle de savoir comment elle fait passer dans sa majorité un accord qu'elle a conclu, sur ses propositions. Nous, nous respectons la décision britannique de sortir de l'Union européenne, nous la regrettons bien sûr, mais notre travail, mon travail, c'est de protéger les intérêts des Européens, des Français, des citoyens français, des entreprises françaises...

Q - Et donc on n'ira pas plus loin ?

R - C'est ce que je suis en train de faire. Si jamais il devait y avoir un Brexit sans accord, ce que je ne souhaite pas.

Q - Ce serait le chaos, on dit.

R - Non, ce ne sera pas le chaos, parce que l'on a passé au Parlement une loi qui nous permet de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter le chaos en France, pour permettre à la circulation de se poursuivre dans le tunnel sous la Manche dans de bonnes conditions, pour rétablir les contrôles sur les marchandises, sur les personnes, dans de bonnes conditions, pour que les Français qui reviennent du Royaume-Uni voient leurs droits protégés, pour que les Britanniques qui vivent chez nous voient aussi leurs droits protégés. Nous, nous sommes prêts.

Pour le reste, c'est une question de politique intérieure britannique. Je ne peux pas faire la politique à la place de la Première ministre.

Q - Oui mais ça pourrait être un deuxième référendum, vous pensez, en Angleterre, c'est ça qui...

R - C'est à eux de décider. Si les Britanniques faisaient un deuxième référendum, et qu'ils voulaient rester dans l'Union européenne, la porte reste ouverte, mais c'est à eux de choisir, pas à nous.

Q - L'Ecosse, si l'Ecosse voulait adhérer à l'Europe, ce serait possible ? Parce qu'elle, elle est contre, elle a voté contre le Brexit.

R - Alors il y a plusieurs régions au Royaume-Uni, Londres a voté contre le Brexit, alors ...

Q - Oui mais Londres c'est compliqué, l'Ecosse c'est un peu différent.

R - L'Ecosse fait partie du Royaume-Uni, c'est aux Ecossais, c'est au Royaume-Uni d'en décider, certainement pas à nous. Nous respectons les décisions souveraines du Royaume-Uni et nous faisons en sorte que le Brexit se passe de la moins mauvaise manière possible, même si quelle que soit la manière dont il va se passer, le Brexit est une mauvaise nouvelle.

Q - Allez, assez rapidement, l'Italie en conflit avec l'Europe, l'Italie qui maintient son déficit budgétaire, contrairement aux demandes de l'Europe, l'Italie qui dit : "Nous, nous avons le peuple, c'est le peuple contre l'Europe".

R - Ce n'est pas ce qui s'est passé. Les derniers éléments c'est qu'il y a eu un dialogue entre la Commission et le gouvernement italien, et qu'ils sont en train de se mettre d'accord sur un budget réaliste. Chaque pays européen doit pouvoir faire ses choix budgétaires, mais si on est en Europe et si on est dans la zone euro, on a accepté des règles du jeu qui vous bénéficient, donc il faut les respecter.

Q - Taxer les GAFA comme veut le faire maintenant le gouvernement français, seul, sans l'Europe, est-ce que ce n'est pas la preuve encore une fois que l'Europe ça ne fonctionne pas ?

R - Non, ce n'est pas seul, sans l'Europe. L'Europe va, d'ici mars, décider...

Q - Pour l'instant, la France le décide seule.

R - On ira plus loin que la décision européenne, parce qu'on pense que c'est nécessaire.

L'Europe est prête à taxer les GAFA sur les recettes publicitaires, simplement, on l'a bien vu avec les Gilets jaunes et on le voit partout, comment voulez-vous accepter de payer des impôts si vous savez qu'une grande entreprise internationale n'en paie pas et profite des profits qu'elle fait sur votre sol ? En France nous voulons aller plus loin, parce que nous ne voulons pas attendre un accord mondial qui n'est pas encore à portée de main. Donc nous allons taxer non seulement les recettes publicitaires mais aussi l'utilisation par les GAFA, de nos données personnelles, qui sont devenues en quelque sorte l'or noir du XXIème siècle.

Q - La crise des réfugiés a ébranlé l'Europe. Où en est-on ? On disait qu'il fallait revoir l'Accord de Dublin qui donne la responsabilité à chaque Etat où arrivent les immigrants, de les gérer, si je puis dire, on en est où ?

R - Aujourd'hui, il y a une réalité, c'est que les arrivées de migrants illégaux ou de demandeurs d'asile, sur le territoire européen, ont drastiquement diminué en un an, en Italie par exemple elles ont diminué de 90 %. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas un défi migratoire devant nous, et il faut en effet faire en sorte d'aider davantage les pays qui géographiquement sont ceux par lesquels les migrants arrivent, mais il faut aussi que ces pays assument leurs responsabilités, parce que, on le sait, les migrants ne restent pas dans ces pays, et nous, nous sommes un pays de destination. Nous négocions, ensemble, pour qu'ils conservent leurs responsabilités mais aussi qu'il y ait davantage de solidarité, que l'on sache mieux accueillir ceux qui fuient les persécutions, la guerre, et que ceux qui détournent la procédure d'asile pour venir chercher un avenir meilleur, mais qui n'ont pas le droit d'entrer illégalement, puissent être raccompagnés dans leur pays d'origine. Il faut aussi qu'ils aient des opportunités, un avenir, des formations, des emplois, c'est ce à quoi nous nous employons. On augmente massivement notre aide à l'Afrique, c'était un engagement d'Emmanuel Macron, on le tient et ça commence à donner des résultats.

Q - Les élections européennes, si l'on en croit les sondages, le Front national... le Rassemblement national maintenant, serait le grand gagnant, 24 % des voix, la République En Marche seulement 18 %, et les autres derrière. C'est inquiétant, non ?

R - Alors, si cela vous inquiète, inquiétez-vous de la situation actuelle, parce qu'aujourd'hui au Parlement européen, le premier parti politique français représenté au Parlement européen, depuis 2014...

Q - C'est déjà...

R - ... c'est le Front national. Avec quel bilan ? Avec des poursuites pour détournements de fonds et pour emplois fictifs, et c'est ce parti qui est sortant, qui doit être là pour présenter son bilan....

Q - Oui, mais qui été peut-être reconduit, semble-t-il.

R - ...et qui a raté toutes les occasions de voter sur des sujets importants au Parlement européen. Quand le Parlement européen s'est intéressé à la lutte contre le terrorisme, le Front

national a voté contre. Quand le Parlement européen a montré une ambition sociale pour mieux protéger les travailleurs, le Rassemblement national a voté contre. Quand on travaille sur la protection des créateurs, des éditeurs en Europe, le Rassemblement national est absent. Nous mettrons en avant son bilan., Avec nos propositions, il n'y a pas de fatalité, mais c'est un vrai combat à mener : je ne veux pas que mon pays reconduise comme premier parti politique au Parlement européen le Front national, je me battraï tous les jours contre cela.

Q - Une liste Gilets jaunes aux Européennes, c'est logique, c'est une bonne idée ?

R - C'est à eux de le dire.

Q - Ségolène Royal à la tête d'une liste de gauche et d'écologistes ?

R - C'est aux écologistes et à la gauche de décider.

Q - Ça ne vous inquiète pas ? Ça ne va pas vous prendre des électeurs à la République En Marche ?

R - La République En Marche a un projet, a une ambition européenne, a une crédibilité. Nous ne sommes pas des euro-béats, nous ne sommes pas satisfaits de la manière dont l'Union européenne se conduit aujourd'hui sur certains sujets, mais nous avons une crédibilité, parce qu'Emmanuel Macron a été élu par des Français, sur un programme résolument ambitieux et exigeant sur l'Europe, donc nous avons beaucoup d'énergie, beaucoup de choses à dire, et je vous rappelle que la campagne n'est pas commencée.

Q - Oui, mais Emmanuel Macron disait que les élections européennes ce serait d'un côté les Européens progressistes et pro-Europe, c'est-à-dire lui, face aux nationalistes, populistes, eurosceptiques. Vous pensez que c'est toujours la bonne grille de lecture ?

R - Ce qui vient de se passer en France le montre, il y a une tentative de récupération du mouvement social par des partis extrêmes, c'est plus valide que jamais, cette division entre...

Q - Et le problème c'est qu'à première vue, c'est les populistes qui vont gagner, c'est les nationalistes.

R - C'est vous qui le dites, moi je n'y crois pas, je pense que c'est nous qui allons gagner.

Q - C'est ce que disent les sondages, non ?

R - Tant que la campagne n'a pas commencé, cela ne veut rien dire, tout le monde le sait.

- Merci beaucoup Nathalie Loiseau, bonne journée./.